

## Sciences et médias : le champ « STS » à l'épreuve de la banalité

Joëlle LE MAREC, Igor BABOU  
Laboratoire C2So, ENS LSH, Lyon

Le colloque « Sciences, Médias et Société », qui a eu lieu à l'École normale supérieure Lettres et sciences humaines du 15 au 17 juin 2004, clôturait un programme de recherche initié en 2000, et portant sur l'étude historique et comparative des discours à propos de sciences dans les médias – en particulier la télévision et les expositions<sup>1</sup>.

Les rapports entre science et société semblent constamment nécessiter l'introduction d'un tiers médiateur pour être thématiques en tant qu'objets de recherche : on parle ainsi de rapports entre sciences, « techniques » et société, entre sciences, « vulgarisation » et société, sciences, « médias » et société, sciences, « innovation » et société, sciences, « éthique » et société, etc. Au cours de l'histoire de ces problématiques, l'élément central a subi, et continue de subir, plusieurs déplacements qui mériteraient une analyse à part entière. Cette triade « Sciences, X et société » semble finalement adopter la structure d'un signe : un « tiers médiateur » – le « X » de la triade – est chargé d'instaurer une relation entre un objet – la science – et un sujet interprétant – ici la « société ». Cette triade n'est-elle pas l'indice d'une double détermination implicite du champ des recherches. Tout d'abord par un paradigme sémiotique, ensuite par la persistance d'un grand partage entre science et société, partage qui est lui-même travaillé par la dichotomie entre « production » et « réception ». Cela

---

1. Il s'agit de l'Action concertée incitative jeunes chercheurs 2000-2003 « Sciences, Médias et Société : histoire comparée des pratiques de vulgarisation dans les médias et les expositions ». Ces recherches se prolongent dans le cadre d'une Action concertée incitative terrains techniques théoriques « Approche comparative de l'évolution de dispositifs sociaux complexes : les relations entre sciences et médias ».

nous invite à une certaine vigilance de manière à éviter les tentations, fréquentes, qui consistent à aplatir la complexité d'un ensemble de pratiques sociales, d'acteurs, de dispositifs techniques et sémiotiques, dans des formes plus simples : celle du « discours » ou celle d'une conception binaire des médiations qui seraient destinées, praxéologiquement, à remédier à des coupures. Ces tendances qui s'expriment dans les dénominations du champ, si elles peuvent avoir l'intérêt de nous proposer des objets de recherches empiriquement observables et comparables, nous font cependant courir le risque corollaire du réductionnisme.

Les contributions qui ont été présentées lors du colloque ont bien résisté à cette tentation : les communications et les débats ont permis des cadrages et des questionnements à la fois communicationnels, historiques, épistémologiques, sociologiques, linguistiques et politiques. En cela, le colloque a pu attester du caractère durablement – et nécessairement – interdisciplinaire d'un champ qui existe de cette manière depuis plus de trente ans. De plus, les recherches sur le champ « Sciences, X et société » sont assumées comme n'étant pas nécessairement sous-tendues par la volonté d'optimiser les processus de diffusion de la science dans la société, mais d'en comprendre les enjeux.

Bien des choix auraient été possibles et légitimes au sein de la triade « Sciences, X et société » pour instancier le « X » central et organiser le colloque. Quel est l'intérêt spécifique à appréhender la problématique des relations entre sciences et société à travers le fonctionnement des médias ?

Tout d'abord, on dispose de ressources théoriques pour analyser les médias en tant que communications sociales : la notion de média ne se résume pas à la liste, non problématisée, de supports techniques de diffusion d'information mis en œuvre par des structures économiques et industrielles à destination de publics « de masse ». En effet, cette notion telle qu'elle a été travaillée par les sciences de la communication principalement, analyse – ou modélise – l'opérativité symbolique de discours – textes, images, sons, etc. –, de pratiques – culturelles, professionnelles et de sociabilité –, de rapports sociaux – légitimation, pouvoir, énonciation et réception, engagement et participation, etc. –, le tout étant indissociable et articulé au sein de dispositifs qui délimitent des espaces à la fois matériels et

représentationnels – représentations sociales, représentations du savoir, statut des actants de la communication. Les notions de dispositif, de représentations, de discours, de public, de culture, sont elles-mêmes problématisées dans presque toutes les disciplines des sciences humaines et sociales.

Ensuite, il y a de réels enjeux de connaissance pour affronter les stéréotypes qui prétendent décrire les médias et la circulation des savoirs scientifiques : stéréotype de la « traduction » d'un discours source en un discours cible, stéréotype de la « trahison » par les médias d'espaces scientifiques vus comme lieux de pureté, stéréotypes rarement vérifiés sur la nature des opinions et perceptions des publics, etc. Que ce soit au niveau des médias, des publics ou de la vulgarisation, on nage dans les stéréotypes et dans la banalité. Mais quand on associe « médias » et « vulgarisation », on plonge dans la banalité pour ainsi dire au carré : média « puissance vulgarisation » ! Il faut cependant assumer absolument cette banalité au nom d'un principe épistémologique, voire éthique : une problématique ne tire pas sa pertinence de la noblesse des objets sur lesquels elle travaille. Au contraire, plus ses objets sont banalisés, plus cette problématique sera complexe à définir et lourde d'enjeux de connaissance. Ce qui peut caractériser les sciences humaines et sociales et plus particulièrement les sciences de la communication, c'est qu'elles traitent de thèmes qui font déjà l'objet de multiples discours sociaux qui créent le sentiment qu'on en sait déjà toujours bien assez, et même presque trop, à leur sujet. On est à l'opposé de la figure du besoin de connaissance qui serait suscité par la curiosité pour l'inconnu ou l'exceptionnel. Il faut sans cesse cultiver une curiosité volontariste pour des objets trop connus.

Les médias constituent également des espaces sociaux et des discours hybrides qui permettent au chercheur de bénéficier d'un point de vue privilégié pour problématiser la coupure savant/profane, sans la poser ni comme une « nature des choses » indiscutable, ni comme une frontière à dissoudre. C'est peut-être même grâce à ces zones d'hybridation, de confrontation, de coexistence plus ou moins bien assumées et appréhendées par les acteurs et par la recherche, qu'on a le plus de chance de gagner en finesse dans la description et dans la compréhension de la nature et des enjeux de cette dichotomie.

Enfin, les médias sont des formations hybrides d'un autre point de vue : celui de l'articulation entre une perspective sociologique et une perspective sémiotique. Les phénomènes médiatiques sont en effet des processus sociosémiotiques, explicitement posés comme tels au moins depuis les années 1980. Les conséquences de ce point de vue nous semblent importantes au plan théorique et méthodologique. Nos propres travaux consistent ainsi à développer une approche qui tente de relier ce qui s'inscrit socialement – sous la forme de documents médiatiques, de textes, d'images, etc. – et ce qui ne s'inscrit pas – et qui ne s'actualise parfois qu'au moment de l'enquête sociologique, dans une parole, ou dans l'engagement dans une pratique observable. Pour cela nous cherchons des indicateurs permettant de rendre équivalent ce qui relève de pratiques observables et ce qui relève de marques discursives dans des « textes », pris au sens large du terme. Par exemple, dans une émission de télévision, la présence à l'écran d'un lieu scientifique signifie qu'une équipe de tournage s'est déplacée, ce qui indique un engagement d'un autre ordre que celui qui consiste à commenter une maquette sur un plateau de journal télévisé. Symétriquement, dans une exposition, faire venir au musée un objet authentique depuis un laboratoire, suppose d'autres engagements que celui qui consiste à en proposer un substitut – maquette, photographie, etc. Ce type d'indicateur nous sert à suivre historiquement, et comparativement, l'évolution des formes de discours d'une part, des types de pratiques d'autre part. Par ailleurs, une fois ces données constituées – qu'il s'agisse de documents ou de pratiques observables –, nous les catégorisons dans le cadre d'une sémiotique perçienne. Cette catégorisation nous permet de rendre compte du spectre des phénomènes de communications qui se déploient selon différents registres : les normes, les stratégies et les relations entre acteurs, et l'actualisation singulière des identités – celle des individus, comme celle des institutions<sup>2</sup>.

---

2. I. Babou et J. Le Marec, « Science, musée et télévision : discours sur le cerveau », *Communication & Langages*, 138, déc. 2003, p. 69-88 ; I. Babou et J. Le Marec, « La génétique au musée : figures et figurants du débat public », *Recherches en communication*, 20, université catholique de Louvain, 2004 ; I. Babou et J. Le Marec, « De l'étude des usages à une théorie des "composites" : objets, relations et normes en bibliothèque », in E. Souchier, Y. Jeanneret et J. Le Marec (dir.), *Lire, écrire, récrire : objets, signes et pratiques des médias informatisés*, BPI/Centre

Nous allons maintenant détailler le positionnement qui a été le nôtre lors de la préparation de ce colloque, avant de présenter les axes qui ont finalement émergé de l'ensemble des présentations et des discussions. Ce positionnement concerne bien sûr la problématique « sciences et société », et la question des médias qui sont nos thèmes de recherches principaux. Mais il porte également sur la posture du chercheur en sciences humaines et sociales travaillant sur des pratiques de recherche. Il s'agit d'une interrogation plus récente, d'ordre plus morale que cognitive. Elle s'est imposée dans le contexte de préparation de ce colloque, qui a vu la mobilisation de l'ensemble des enseignants-chercheurs français face à la suppression des crédits publics et plus largement face aux orientations des politiques de la recherche nationale et européenne dans un contexte d'économie libérale.

### **Positionnement par rapport à la problématique « sciences et société »**

On a veillé, dans la construction du colloque, à prendre acte de l'évolution des connaissances en sciences humaines et sociales. Il y a en effet une histoire déjà ancienne des problématiques « sciences et société » abordées du point de vue de la communication : depuis les premiers travaux d'Abraham Moles, puis ceux de Baudouin Jurdant, Philippe Roqueplo, Daniel Jacobi, Bernard Schiele, Yves Jeanneret, Suzanne de Cheveigné, Sophie Moirand, etc., c'est plus de trente ans de recherches sur les questions de la vulgarisation et leur reformulation permanente, qui constituent aujourd'hui la culture de tout chercheur inscrit dans ce domaine de recherche<sup>3</sup>. Après ces

---

Pompidou, 2003, p. 233-299 ; I. Babou, *Le cerveau vu par la télévision*, Paris, PUF, 2004.

3. Citons quelques références sans volonté d'exhaustivité : J.-C. Beacco et S. Moirand, « Autour des discours de transmission des connaissances », *Langages*, 117, Paris, Larousse, 1995, p. 33-53 ; S. de Cheveigné, *L'environnement dans les journaux télévisés. Médiateurs et visions du monde*, Paris, CNRS Éditions, 2000 ; P. Fayard, *La communication scientifique publique : de la vulgarisation à la médiatisation*, Lyon, Chronique sociale, 1988 ; D. Jacobi, B. Schiele et al., *Vulgariser la science. Le procès de l'ignorance*, Seyssel, Éditions Champ Vallon, 1988 ; Y. Jeanneret, *Écrire la science : formes et enjeux de la vulgarisation*, Paris, PUF, 1994 ; B. Jurdant, *Impostures scientifiques. Les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris, La Découverte/Alliage, 1998 ; A. Moles et J.-M. Oulif, « Le troisième homme,

décennies de travaux à la fois empiriques et théoriques, nous devrions donc avoir dépassé le stade des paradigmes purement diffusionnistes, ainsi que celui de la critique de la vulgarisation comme étant par essence immuablement idéologique. Nous ne pouvons plus accepter de visions simplistes sur la sociologie des publics, sur leurs représentations, leurs attentes, et sur les relations qui s'établissent entre eux et les institutions qui produisent du savoir ou qui font circuler des discours à propos de science dans l'espace public. Par rapport à cette histoire qui a construit des savoirs complexes, certaines manières de poser les enjeux des relations entre sciences et société restent pourtant de véritables ornières. Par exemple, on voit régulièrement apparaître des discours mettant en relation directe le taux de vocations scientifiques chez les étudiants et la diffusion des sciences dans les médias<sup>4</sup>. Ceci présuppose un impact direct des médias sur les opinions et comportements du public, vision dénoncée par la sociologie des médias dès 1944<sup>5</sup>. Autre exemple du fait que ces savoirs ne sont pas ressentis comme nécessaires, l'axe « sciences et société » était bien présent dans les travaux du Comité d'initiative et de proposition des États généraux de la Recherche, mais les chercheurs du champ n'ont pas participé à son pilotage et ils furent simplement auditionnés dans le meilleur des cas. Tout se passe comme si chercheurs en sciences de la nature et décideurs politiques ne ressentaient nullement le besoin de se référer à l'existence de savoirs issus des sciences humaines et sociales pour penser les relations entre sciences et société. Pourtant, même s'il n'existe pas de communauté institutionnalisée travaillant sur ces relations, la quantité de publications et de manifestations scientifiques atteste de la vigueur des interrogations et de la production de recherche.

---

vulgarisation scientifique et radio », *Diogène*, 58, 1967, p. 29-40 ; P. Roqueplo, *Le partage du savoir. Science, culture, vulgarisation*, Paris, Seuil, 1974 ; É. Véron et É. Fouquier, *Les spectacles scientifiques télévisés*, Paris, La Documentation française, 1985.

4. Voir par exemple E. Hamelin, *Développement et diffusion de la culture scientifique et technique, un enjeu national*, ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la recherche, ministère de la Culture et de la communication, ministère de la Recherche et des nouvelles technologies, Paris, La Documentation française, 2003.
5. P. Lazarsfeld, B. Berelsen et H. Gaudet, *The people's choice*, New York, Duell-Sloan & Pearce, 1944.

### **Positionnement par rapport à la problématique des médias**

Ce qui rend intéressant le croisement de l'analyse des médias et de celle des sciences dans la société, c'est de comprendre comment se confrontent différents types de constructions de la réalité à travers les formes du discours, et comment sont activés des rapports de légitimité liés au pouvoir de dire quelque chose de vrai sur le monde. Les travaux existants nous invitent à identifier les caractéristiques spécifiques de chaque média au sein des différents espaces publics qu'ils mobilisent en nous médiant d'une sorte de vision unifiée de l'espace public – au singulier. Loin d'une conception de l'« arène médiatique » comme lieu de mise en scène d'arguments élaborés ailleurs, indépendamment des caractéristiques des dispositifs sociodiscursifs et de leurs usages, les travaux menés par des chercheurs comme Suzanne de Cheveigné ou Yves Jeanneret montrent que les médias ne fonctionnent pas comme de simples relais des représentations sociales : il s'agit d'institutions, disposant de valeurs propres, à travers lesquelles se construisent des visions du monde relativement autonomes. S'il existe une confrontation entre sciences et médias, on a sans doute tout intérêt à l'observer dans le cadre de la mise en scène des valeurs propres de chacune de ces sphères sociales au sein même de la circulation des discours à propos de science. Tout en assumant pleinement cette hétérogénéité, on peut bien entendu maintenir l'ambition d'une analyse générale du fonctionnement des médias.

L'analyse des médias permet également de confronter différentes manières de constituer un public ou de le représenter. Rappelons ici un élément fondamental concernant la notion de public : dans le modèle que nous défendons, il n'y a pas une répartition des rôles entre d'une part les études de réception qui s'occuperaient de la connaissance à propos du public, et d'autre part les analyses de discours qui traiteraient de ce qui est préconstitué en tant que production. La notion de public est à la fois construite par l'analyse des discours médiatiques et des discours recueillis auprès des personnes constituées en public. C'est sur la double question de la production d'un discours à prétention de vérité, et des multiples formes sous lesquelles la notion de public est convoquée, souvent indépendamment de ceux qui se constituent comme membres d'un public, que s'ancre notre volonté d'élaborer un modèle théorique pour

rendre compte de l'évolution des discours médiatiques à propos de sciences. Les articulations entre analyse des discours et études de réception peuvent alors être repensées dans un modèle de fonctionnement médiatique, lequel mobilise la notion de représentation sociale au sens que lui a donné Serge Moscovici<sup>6</sup>. Les études de réception ou de pratiques culturelles liées aux médias font ainsi apparaître chez les publics une culture de la complexité et de l'hétérogénéité des fonctionnements médiatiques. Cette culture montre que les publics ont une sensibilité aux légitimités respectives des différents supports dans le rapport à la science, et aux articulations parfois conflictuelles de leurs propres pratiques médiatiques liées au savoir – visites des musées, lecture de la presse, visionnement d'émissions, etc.

### **Positionnement par rapport à la problématique des recherches sur les pratiques de recherche**

Tout chercheur dira forcément que les objets sur lesquels il travaille sont importants et intéressants. Mais il nous semble que l'objet qui motive ce colloque et qui se situe au croisement des savoirs, des logiques sociales et des dispositifs de communication, est un objet de recherche particulièrement difficile, exigeant et passionnant. Cet objet suscite une tension entre une démarche résolument objectivante, et l'exigence de ne pas faire semblant d'avoir une position d'extériorité par rapport aux questions sur lesquelles nous travaillons. La recherche est aussi une pratique professionnelle dans laquelle nous sommes engagés comme salariés, et donc à ce titre engagés autrement que sur le plan des idées. Cet aspect paraît crucial et a été rendu visible par le mouvement de protestation des chercheurs.

La passion et les difficultés suscitées par cette tension ont été souvent sensibles dans certains colloques récents lorsque le travail des chercheurs est constitué en objet, soit que l'on s'intéresse à la vie de laboratoire, soit que l'on se situe dans le champ des usages des technologies de la communication dans le milieu universitaire, soit que l'on s'intéresse aux pratiques de communication des chercheurs. Ainsi, les chercheurs en sciences humaines et sociales, lorsqu'ils se

---

6. S. Moscovici, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1976, 1961 (1<sup>re</sup> éd.).



réunissent en colloque pour débattre des questions de communication de la science, peuvent se retrouver dans la situation paradoxale de devoir obéir à des modèles d'optimisation de la communication : primat de la rhétorique sur le débat, utilisation récurrente de transparents, de diapositives informatiques, etc. Or, l'ensemble de ces dispositifs convoque des implicites sur l'efficacité de la communication, implicites que nous sommes supposés problématiser lorsque nous observons les acteurs et leurs pratiques.

D'où les questions qui constituent à notre sens des défis pour notre communauté et des axes de réflexion pour l'avenir : 1) Comment peut-on prétendre avoir une position d'extériorité en étant des professionnels de la recherche travaillant sur la circulation des savoirs, donc directement sur nos propres valeurs et pratiques ? Comment construisons-nous ces positions d'extériorité ? 2) Les sciences constituent-elles un domaine de savoirs spécifiques à propos desquels les questions de communication se poseraient d'une manière particulière ? En quoi est-ce que les sciences sont différentes, du point de vue des communications sociales, de domaines de spécialité pour lesquels sont également mobilisées les figures de la rupture entre les profanes et les connaisseurs, savants ou amateurs – la culture, la musique, le vin, les passions, etc. ? 3) Comment et pour quels objectifs les chercheurs en sciences humaines et sociales travaillant sur les discours et pratiques à propos de sciences sont-ils sollicités ? Quels sont les formes et les usages de l'expertise dans ce champ ? Pourquoi les savoirs construits en SHS sur les rapports entre sciences et société ne semblent-ils pas être ressentis comme nécessaires lorsque chercheurs et politiques se posent le problème de la place de la recherche dans la société ? 4) Les pratiques de recherches sur la vulgarisation des sciences de la nature et les constats de la faiblesse de leur prise en compte, ne devraient-ils pas nous conduire à une interrogation sur la place de ces recherches dans la société et sur leur propre vulgarisation ?

### **Organisation des communications**

Pour tenir compte de l'engagement ancien et continu d'une communauté de chercheurs sur ces questions, la conception éditoriale des actes du colloque assume d'une part un ancrage historique et

international avec des textes consacrés à des cadrages problématiques et des synthèses issues de différents champs disciplinaires : histoire, sociologie, didactique et linguistique. On trouvera ainsi réunies, dans cette première catégorie intitulée « Cadrages historiques et comparatifs », les contributions de Christophe Bonneuil, Suzanne de Cheveigné, Pierre Clément et Sophie Moirand.

D'autre part l'actualité des recherches menées apparaît avec des contributions relatant des travaux récents ou en cours. Ces textes ont été regroupés en quatre sections thématiques, ces découpages quelque peu arbitraires ne prétendant pas définir intégralement les contenus de recherches se situant souvent à cheval sur plusieurs de ces thématiques.

La première de ces sections, intitulée « Professions et institutions de la diffusion des savoirs », regroupe les contributions de Bertrand Labasse, Anne Piponnier et Odile Riondet. Elle présente la manière dont les pratiques professionnelles actualisent des principes épistémologiques.

La section « Discours médiatiques », regroupe les contributions de Luis Aparicio, Christiane Kapitz et Anne Reboul-Touré. L'analyse de discours est une démarche également mobilisée dans de nombreuses autres contributions, mais le discours médiatique fait ici l'objet d'une problématisation spécifique.

Les questions sanitaires s'avèrent particulièrement travaillées, et donnent lieu à une section intitulée « Santé et publics » avec les contributions de Pascal Ducournau, Céline Granjou – Marc Barbier, Geneviève Paicheler et Karine Tinat.

Enfin, dans la section « Débats publics, jeux d'acteurs et identité », Florence Belaën, Philippe Bongrand, Fabienne Galangau-Quérat, Jean-Mathieu Méon, et Manon Niquette – William Buxton, traitent des espaces sociaux intermédiaires – agences, musées, associations, etc. – dans lesquels la mise en débat de positions contradictoires s'y organise, parfois sur de longues durées où se succèdent les prises de positions, parfois à l'occasion de crises.